

au sujet de l'annexion de ce pays, et leurs sentiments d'amitié, ils auront le pouvoir de frapper quand il leur plaira, et c'est là le point culminant de toute la question. A-t-on jamais vu une nation, ayant le pouvoir de conquérir, ne pas l'exercer, ou même ne pas en abuser, à la première occasion favorable ? Tout ce que l'on dit de la magnanimité et de la clémence des nations puissantes, se réduit au principe de pure convenance [*expediency*] que que tout le monde connaît. La face entière de l'Europe a changé et les dynasties de plusieurs siècles ont été broyées de notre temps même, par la seule raison de la force, qui est la plus ancienne, la plus puissante, et, comme plusieurs le prétendent, le plus sacré de tous les titres. Les treize états d'Amérique, avec toutes leurs prétentions d'abdégation, ont, au moyen de l'argent, de la guerre et des négociations, reculé leurs frontières jusqu'à ce qu'ils aient plus que quadruplé leurs territoires, et ce, dans une période de moins de soixante ans ; et, le croira qui voudra, peut-on supposer qu'ils sont disposés à s'en tenir là ? Non ; tant qu'ils en auront le pouvoir, ils avanceront, car il est de la nature même du pouvoir d'accaparer tout ce qui se trouve à sa portée. Ce ne sont donc pas leurs sentiments hostiles, mais c'est leur puissance et leur puissance seule que je crains, et je dis que c'est ma solennelle conviction qu'il est du devoir de tout sujet anglais, dans ces provinces, de contrôler cette puissance, non pas en adoptant la politique insensée de l'attaquer ou de l'affaiblir, mais en nous fortifiant, et en nous élevant à son niveau, en ayant la Grande-Bretagne pour nous appuyer. C'est ainsi que nous serons prêts à toute éventualité. Il n'est pas un seul homme sensé et sans préjugé qui ne voit pas que le seul moyen possible de nous éviter les horreurs d'une guerre telle que le monde n'en a jamais vue, est de s'y préparer vigoureusement et en temps utile. Être suffisamment prêt, est le seul argument pratique qui peut avoir du poids auprès d'un ennemi puissant et qui peut l'engager à réfléchir avant de se lancer dans l'entreprise. Et comme je désire pour nous cette condition que nous sommes incapables d'atteindre sans l'union des provinces, je sens qu'il est de mon devoir de me déclarer nettement en faveur d'une confédération au prix de tous les sacrifices raisonnables.

"Après la plus mûre considération du sujet, et tous les arguments que j'ai entendus de part et d'autre, dans le cours du dernier mois, c'est ma conviction la plus profonde que la confédération est nécessaire, qu'elle est la mesure seule qui, avec le secours de la Providence, peut nous assurer l'ordre social, la paix, la liberté rationnelle et tous les bienfaits dont nous jouissons maintenant sous le gouvernement le plus doux et les institutions du pays le plus libre et le plus heureux du monde."

Ces paroles sont celles d'un homme d'état, d'un homme d'état mitré, d'un des représentants de cette classe de génies puissants sortis des moules éprouvés de la discipline théologique qui a produit les XIMENES et les WOLSEY. Personne plus que moi n'est opposé à l'intervention du clergé dans la

politique de parti et tel est aussi, je crois, l'avis de sa grâce l'archevêque d'Halifax ; mais lorsqu'il s'agit de paix ou de guerre, d'indépendance ou de conquête, qui a le droit d'élever une voix plus autorisée que ces ministres de paix, de justice et de vraie liberté ? Rappelez-vous ces deux phrases de la fin :—"Et comme je désire, pour nous cette condition que nous sommes incapables d'atteindre sans l'union des provinces, dit l'illustre archevêque, je sens qu'il est de mon devoir de me déclarer nettement en faveur d'une confédération au prix de tous les sacrifices raisonnables. Après la plus mûre considération du sujet, et tous les arguments que j'ai entendus de part et d'autre, dans le cours du dernier mois, c'est ma conviction la plus profonde que la confédération est nécessaire, qu'elle est la mesure seule qui, avec le secours de la providence, peut nous assurer l'ordre social, la paix, la liberté rationnelle et tous les bienfaits dont nous jouissons maintenant, sous le gouvernement le plus doux et les institutions du pays le plus libre et le plus heureux du monde." (Écoutez ! écoutez !)

Un autre motif de notre union est qu'elle raffermira au lieu de l'affaiblir le lien qui unit les colonies à la métropole et qui est si essentiel à leur prospérité future. Ceux que l'on peut appeler anti-unionistes prétendent que le projet en question devra amener la séparation de la mère-patrie. De quelle manière, je vous le demande ? Est-ce qu'en donnant plus d'importance à ces provinces vous rendrez leur possession moins précieuse à l'Angleterre ? Est-ce qu'en développant et en augmentant leur commerce vous n'inspirerez pas à celle-ci un plus vif regret de s'en séparer ? Est-ce en réduisant leur tarif fédéral que vous les rendrez moins favorables à l'Angleterre ? Est-ce qu'en leur donnant les moyens d'être plus redoutables vous n'arrivez qu'à donner à la métropole plus de répugnance à se charger d'une responsabilité d'autant moins forte ? Mais, que dis-je ? L'Angleterre n'a-t-elle pas déjà répondu à cette objection en nous signifiant qu'"elle approuvait cordialement" notre projet d'union, et il semble qu'elle doit être assez bon juge de ses propres intérêts ? (Écoutez ! écoutez !) Loin de regarder notre union comme devant être défavorable à ses intérêts, loin de lui faire un accueil décourageant et froid, elle l'accepte au contraire avec joie et bonheur, et nous souhaite mille succès dans la nouvelle carrière où nous entrons. (Écoutez ! écoutez !)